

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Comment améliorer la prévention ?

Quelques idées des jeunes généralistes

Paris, le 10 novembre 2020. 36% des adultes déclarent avoir pris du poids pendant le confinement, et 30% étaient encore dans cette situation 2 mois après le confinement, d'après l'étude CoviPrev¹ réalisée par Santé Publique France. En ces temps de crise sanitaire, il est tout autant nécessaire de se préoccuper de son alimentation et de son activité physique. ReAGJIR, le syndicat représentatif des jeunes généralistes (remplaçants, jeunes installés et universitaires), véritables acteurs de la prévention, livre ses pistes d'amélioration dans [un document de propositions](#).

La prévention, un enjeu de santé publique majeur qui concerne tout le monde

« Si la prévention fait partie des sujets prioritaires dans « Ma Santé 2022 », force est de constater que dans les faits les lignes bougent peu et que les médecins généralistes y sont peu formés. », regrette Laure Dominjon, Présidente de ReAGJIR. « Il s'agit pourtant d'un enjeu de santé publique majeur : l'objectif de la prévention primaire est d'éviter la survenue des maladies et de diminuer leur incidence (par la vaccination, par des actions sur les facteurs de risques, etc.). » En cela, les médecins généralistes comme les autres acteurs de soins primaires (kinésithérapeutes, diététiciens, psychologues, infirmiers, etc.) et les autres professionnels (travailleurs sociaux, enseignants, professeurs d'activité physique, etc.) ont tous un rôle essentiel à jouer pour aider les populations à prendre soin de leur santé.

La santé d'une population dépasse le seul domaine médical : elle concerne l'agroalimentaire, les transports, l'industrie, l'éducation... Pour être de qualité, la prévention doit être basée sur des connaissances scientifiques, régulièrement mises à jour, et émanant de recherches indépendantes des parties prenantes, lobbies et politiques. « Comment faire des recommandations sur une alimentation équilibrée alors que les études sont en partie financées par l'industrie agroalimentaire ? », questionne Laure Dominjon.

Vers une meilleure coordination des professionnels de santé

La prévention passe aussi par une bonne utilisation du système de soins pour qu'il soit le plus efficient possible, donc par un fonctionnement commun des professionnels de santé et une information claire délivrée au patient. Pour une prévention efficace, les secteurs de la santé au travail et de la santé scolaire doivent voir leurs moyens humains et financiers renforcés, et leur coordination avec les autres professionnels de santé simplifiée et encouragée.

En amont, les étudiants en médecine devraient être mieux formés à la prévention et à la promotion de la santé. « Cela pourrait se traduire au travers d'un service sanitaire pluriprofessionnel qui permettrait aux étudiants en santé de découvrir ce qu'est la prévention sur un territoire, aux professionnels de santé

¹ <https://www.santepubliquefrance.fr/etudes-et-enquetes/covid-19-une-enquete-pour-suivre-l-evolution-des-comportements-et-de-la-sante-mentale-pendant-l-epidemie>

d'échanger et promouvoir des actions auprès de leurs patients, et d'inscrire ces actions de manière intergénérationnelle et dans la durée. », présente Clément Menigoz, Secrétaire Général de ReAGJIR.

Concrètement, en médecine générale

Pour les médecins généralistes, il pourrait exister une nomenclature spécifique qui permettrait de réaliser des consultations dédiées à la prévention et mettre à jour les informations concernant l'environnement médico-psycho-social et ce régulièrement au cours de la vie du patient. Cela ne pourra évidemment pas se faire sans sensibiliser la population à l'intérêt de telles actions de prévention.

« Parmi les thèmes que nous pourrions aborder lors de ces pratiques cliniques préventives, il y a l'activité physique, les addictions, la sexualité (contraception, IST), le bien-être au travail, les violences, la communication, l'alimentation, la vaccination, la sensibilisation au bon usage des antibiotiques, le temps d'écran, le temps d'écoute (écouteurs et protection auditive), les perturbateurs endocriniens (aliments, cosmétiques), la pollution de l'air, et le développement d'un esprit critique (internet, études, media, lobbies pharmaceutiques, etc.). », détaille Clément Menigoz.

Le champ des possibles est immense et nombreuses sont les actions qui pourraient être réalisées avec d'autres professionnels de soins primaires comme par exemple : des consultations diététiques prises en charge par l'Assurance maladie, des conseils et activités physiques adaptées de la part d'animateurs sportifs ou de kinésithérapeutes, des séances éducatives autour de la sexualité animées par des professionnels de l'éducation ou des médecins et infirmiers scolaires, des informations sur les aides et organismes autour de la dépendance et du handicap données par des travailleurs sociaux... Les modes d'intervention peuvent être variés : consultations de prévention dédiées à un thème, campagne d'affichage dans la salle d'attente, messages de rappel aux patients, interventions en groupes, etc.

Des actions de prévention dans la vie de tous les jours

Il serait bon que les actions de prévention puissent s'intégrer à tous les domaines de la vie : personnel, professionnel, autour d'un axe médico-psycho-social... Voici quelques idées d'interventions dans le cadre de politiques publiques ou en entreprise :

- **pour une meilleure alimentation :**
 - travailler sur l'accès à une alimentation saine à prix abordables au moyen de programmes de promotion, de partenariats avec des écoles...,
 - sensibiliser aux avantages liés à une alimentation saine toute sa vie avec un étiquetage clair, une obligation de transparence, une limitation de la publicité pour les produits nuisibles...,
 - donner des cours de cuisine aux enfants comme aux adultes sous forme d'ateliers.
- **pour faire de la prévention en entreprise :**
 - renforcer les démarches ergonomiques sur les process, postes, outils de travail, gestes et postures,
 - faire de la prévention participative impliquant les salariés dans l'amélioration de leurs conditions de travail
 - mettre en place des actions de sensibilisation et de formation pour les salariés, managers et acteurs de ressources humaines sur les risques liés au travail et à la santé,
 - communiquer de manière non violente et encourager le management positif²

Un nécessaire financement pérenne des actions de prévention

Étant une action de soins, la prévention devrait être prise en charge (notamment par l'Assurance maladie) et gratuite pour le patient, ce de manière pérenne. Souvent proposées par des associations dont les financements annuels ne sont pas toujours renouvelés, les actions ont du mal à être mises en place et à produire des effets probants. *« Si nous nous réjouissons que l'Assurance maladie mette en place un « reste à charge zéro » pour l'optique, le dentaire et l'audition, cela devrait aussi être le cas pour des consultations chez le diététicien ou, dans certains cas, chez le psychologue : l'alimentation est en cause dans l'incidence de nombreuses pathologies chroniques et les troubles psychologiques sont aussi un important problème de santé publique. La prévention permettrait d'éviter l'entrée dans la pathologie et sa prise en charge lourde et coûteuse. »,* explique Clément Menigoz.

En conclusion, les jeunes généralistes de ReAGJIR sont profondément convaincus de la nécessité de valoriser, prendre en charge et renforcer les actions de prévention notamment primaire, que ce soit dans le parcours de soins ou dans le quotidien de chacun. *« Pour un système de santé efficient, humain et solidaire, la promotion de la santé et la prévention sont indispensables avec comme critères de qualité : indépendance, communication adaptée et gratuité pour le patient. Ces actions pourraient être mises en place de manière qualitative et efficace avec une rémunération pérenne et adaptée. »,* conclut Laure Dominjon.

À propos de ReAGJIR – www.reagjir.fr

ReAGJIR est le Regroupement Autonome des Généralistes Jeunes Installés et Remplaçants en France. Créé en janvier 2008, ce syndicat regroupe et représente les remplaçants en médecine générale, les médecins généralistes installés depuis moins de 5 ans et les jeunes universitaires de médecine générale (chefs de clinique, maîtres de stage des universités, enseignants de médecine générale). Fédération de syndicats régionaux, la structure accompagne et défend l'exercice du métier par ces trois types de professionnels et milite pour la construction d'un système de santé à l'image des jeunes généralistes : innovant, collaboratif, humain et solidaire.

ReAGJIR C/O Collège de la Médecine Générale 6 place Tristan Bernard 75017 PARIS

Contacts presse

Pauline SAINT-MARTIN | 06 83 00 57 40 - pauline.saintmartin.rp@gmail.com

Anne-Lise VILLET | 06 28 47 30 01 - annelise.villet.rp@gmail.com

Dr. Laure DOMINJON | 06 42 18 40 14 - president@reagjir.com